

ou au premier coup de tocsin à l'Hôtel de Ville.

L'Hôtel de Ville était la position à conquérir ou à défendre dans toutes les révolutions, le berceau ou le tombeau des gouvernements. le signe de la victoire ou de la défaite. Lamartine était résolu de s'y enfermer, et d'y soutenir le siège de la grande insurrection préparé à y périr ou à y triompher selon que le peuple averti se lèverait ou ne se lèverait pas au bruit du combat.

MM. Marrast, Buchez, Recurt, Barthélemy-Saint-Hilaire, homme aussi réfléchi qu'intépide, Flottard, le colonel Rey et les principaux chefs d'administration de la ville de Paris étaient avertis. ils se prémunissaient secrètement contre la sédition du lendemain. leurs amis nombreux dans ces quartiers et dans les faubourgs étaient convoqués porte à porte par leurs soins. Chacun d'eux devait amener une escouade de citoyens résolus à la défense commune. La non-existence de la garde nationale et les ombrages qui existaient entre les différents partis n'avaient pas permis des mesures plus générales. On se défait à tort les uns des autres. on ne s'en rapportait qu'à soi-même et à ses amis.

#### XVII.

Ces mesures prises, Lamartine brûla tous les papiers qui contenaient des noms propres ou des

secrets de gouvernement au dedans et au dehors de nature à servir de prétexte aux vengeances des factions si la journée, comme cela était trop à craindre, donnait la victoire aux hommes de proscription ou de sang. Il se jeta ensuite sur son lit pour prendre un moment de repos.

A peine était-il endormi, que des hommes dévoués qu'il avait dans les clubs s'échappèrent de ces réunions nocturnes, forcèrent sa porte, et le réveillèrent pour lui apporter les derniers renseignements.

Les clubs directeurs s'étaient constitués à onze heures du soir en permanence. ils s'étaient armés. ils avaient des munitions de guerre. ils avaient résolu de rassembler le peuple le lendemain matin au Champ-de-Mars au nombre de cent mille hommes, de s'y transporter à midi, d'en prendre la direction, de marcher par les quais en soulevant sur leur passage la population flottante de Paris sur l'Hôtel de Ville, de s'en emparer à main armée, d'expulser le gouvernement provisoire, de le décimer des membres de la majorité qui leur répugnaient le plus, tels que Lamartine, Marie, Garnier-Pagès, Marrast, Dupont de l'Eure. Ils avaient déjà nommé à la place de ces hommes un comité de salut public composé de Ledru Rollin, Louis Blanc, Albert, Arago, qu'ils supposaient à tort incliner vers le parti extrême. Ils y avaient adjoint les noms des principaux chefs de

faction ou de sectes terroristes ou socialistes qui représentaient les violences de gouvernement ou les bouleversements de la société. Après s'être défaits ainsi de la majorité du gouvernement qui les contenait, ils devaient (chose étrange!) marcher sur le club de Blanqui et se débarrasser également de ce tribun rival qui les intimidait.

Cette dernière circonstance n'étonna point Lamartine. il savait que Blanqui était la terreur des terroristes moins populaires et moins audacieux que lui. il était logique à eux de profiter d'une seule insurrection pour s'affranchir à la fois de leurs adversaires dans le parti modéré du gouvernement, et de leur ennemi dans le parti désespéré de la démagogie.

Blanqui, selon toute apparence, savait ce qui l'attendait. mais il n'en feignit pas moins de s'associer au mouvement qui se préparait pour le lendemain contre Lamartine et ses amis. Il est présumable que Blanqui ne voulut pas avoir l'apparence de rester lui et son parti en arrière de ceux qui voulaient le devancer dans la révolution. il pensa peut-être que le mouvement une fois lancé il reprendrait le pas sur ses rivaux, et que son nom les écraserait sous une popularité ramassée plus bas dans le peuple. il rassembla donc aussi son club et se mit en permanence armée comme les autres conspirateurs.

## XVIII.

Au point du jour, Lamartine vit les groupes successifs de la manifestation s'avancer par petits détachements de quinze à vingt hommes précédés de tambours et de drapeaux par les boulevards. Ils se rendaient conduits par quelques meneurs mieux vêtus, délégués des clubs, au rendez-vous du Champ-de-Mars. La plupart ignoraient complètement le véritable objet du rassemblement. Le prétexte était je ne sais quel scrutin préparatoire pour la désignation de candidatures d'ouvriers.

D'heure en heure, des émissaires apostés apportaient à Lamartine des informations sur l'état du Champ-de-Mars et sur la marche et la physionomie du rassemblement. il s'élevait vers onze heures à environ trente mille hommes. on commençait à y parler de marcher à deux heures sur l'Hôtel de Ville. mais les clubs n'y étaient pas encore, et les masses paraissaient flottantes et peu animées. Les ouvriers des ateliers nationaux, inspirés par Marie, et les émissaires nombreux de Lamartine décomposaient les groupes à mesure qu'ils se formaient. et les décourageaient de la sédition. Sobrier lui-même employait ses amis à déconseiller tout excès.

Les choses en étaient là, et Lamartine attendait pour agir des informations plus précises et un com-

mencement d'exécution, quand on lui annonça la visite du ministre de l'intérieur. Lamartine savait, comme on vient de le voir, que le nom de M. Ledru Rollin était de ceux dont l'insurrection projetée composait son comité de salut public. Il savait de plus que les chefs politiques des sectes socialistes, les hommes de coup d'État populaire du club Barbès et du Club des Clubs s'agitaient autour du ministre de l'intérieur, cherchaient à accaparer son influence et son talent, et s'efforçaient de l'entraîner dans des résolutions contraires à l'unité du gouvernement et à la paix de la République. Lamartine, sans liaison préexistante avec son collègue, n'aurait trouvé ni loyal de le soupçonner, ni convenable de l'informer des rumeurs injustes semées autour de lui sur ses liaisons avec les conjurés. il l'attendait. il ne se trompait pas.

M. Ledru Rollin l'informa des renseignements qu'il avait reçus lui-même pendant la nuit, le projet de manifestation armée, le gouvernement provisoire épuré, le comité de salut public institué, son propre nom usurpé malgré lui par les factieux, son indignation de ce qu'on le crût capable de prêter ce nom à des complots contre ses collègues, sa ferme résolution de mourir plutôt que de s'associer à aucune trahison.

« Dans quelques heures, ajouta-t-il, nous allons

« être attaqués par plus de cent mille hommes.  
« Quel parti prendre? Je viens me concerter avec  
« vous parce que je sais que vous conservez le  
« sang-froid dans la rue, et que les extrémités ne  
« vous troublent pas le cœur.

« Il n'y a pas deux partis, répondit Lamartine en  
« se levant et en tendant la main à son collègue, il  
« n'y en a qu'un : il faut combattre ou livrer le pays  
« à l'anarchie, la République aux aventuriers, le  
« gouvernement à l'opprobre. Vous êtes ministre  
« de l'intérieur, vous êtes loyal et résolu, vos  
« attributions vous donnent le droit de faire battre  
« la générale dans Paris et d'appeler la garde na-  
« tionale aux armes. Ne perdons pas une minute.  
« Allez de ce pas donner ordre de faire lever les  
« légions. Moi, je vais faire lever les bataillons de  
« garde mobile qui peuvent être en état de com-  
« battre. Je m'enfermerai dans l'Hôtel de Ville avec  
« ces deux ou trois bataillons. j'y soutiendrai l'as-  
« saut de l'insurrection. De deux choses l'une : ou  
« la garde nationale, encore invisible, ne répondra  
« pas à ce rappel? et alors l'Hôtel de Ville sera em-  
« porté et je périrai à mon poste; ou bien le rappel  
« et la fusillade feront voler la garde nationale au  
« secours du gouvernement attaqué dans ma per-  
« sonne à l'Hôtel de Ville? et alors l'insurrection,  
« prise entre deux feux, sera étouffée dans son  
« sang. le gouvernement sera délivré, et une force

« organisée invincible sera enfin retrouvée pour  
« la République ! Je suis prêt pour les deux éven-  
« tualités. »

Ce qui fut dit fut fait. Le ministre de l'intérieur, aussi résolu que Lamartine à tenter la résistance et le combat, alla donner les ordres pour faire battre le rappel.

Lamartine ne revit plus son collègue de la journée. Il confia sa femme à des amis qui devaient la mettre en sûreté dans le cas où il aurait succombé. Il sortit accompagné d'un jeune élève de Saint-Cyr, fils du brave général de Verdières et du colonel d'état-major Callier, homme d'une intelligence froide et d'une bravoure impassible, qu'il avait connu en Orient, et qu'il avait attaché au ministère des affaires étrangères.

Il se rendit d'abord chez le général Duvivier, à l'état-major de la garde mobile. Il monta seul : le général était absent. Son chef d'état-major et son secrétaire, informés par Lamartine du mouvement qui se préparait, suppléèrent le général, et choisirent avec lui les quatre bataillons les plus exercés et les plus rapprochés de l'Hôtel de Ville. ils leur envoyèrent l'ordre de se porter à l'instant sur la place de Grève.

Au moment où Lamartine descendait l'escalier pour s'y porter lui-même, il rencontra le général Duvivier qui rentrait. il remonta avec lui.

Le général Duvivier était un de ces hommes qu'aucune extrémité ne surprend, qu'aucun danger ne trouble, parce qu'ils croient religieusement à la loi du devoir et que leur foi se repose sur Dieu pendant que leur courage agit sur la terre ; sorte de fatalistes pieux dont le destin est la Providence. Le général rectifia avec sang-froid quelques-uns des ordres donnés en son absence. il ordonna de seller son cheval, et promit de se trouver à la tête de ses jeunes soldats, qu'il aimait comme ses enfants et qu'il entraînait comme des héros. Mais il n'y avait point de cartouches. Lamartine courut chercher les cartouches à l'état-major de la garde nationale dans la cour des Tuileries.

## XIX.

Le général Courtais était absent. Une légère altercation s'éleva au sujet du rappel entre Lamartine et le chef d'état-major, qui refusait de croire au mouvement et qui s'alarmait de l'effet produit dans Paris par le rappel battu et par le conflit qui pourrait en être la conséquence. Lamartine s'irritait du retard. Le général Courtais en rentrant mit fin à cette hésitation, en déclarant que le ministre de l'intérieur lui avait donné l'ordre de battre le rappel et que l'ordre serait exécuté. Lamartine partit suivi des cartouches et se rendit à l'Hôtel de Ville. le ras-

semblement grandissait au Champ-de-Mars et commençait à se former en colonnes pour s'ébranler.

Pendant ces délais forcés, le général Changarnier, que Lamartine avait nommé ambassadeur à Berlin, était venu demander le ministre à l'hôtel des affaires étrangères pour l'entretenir de quelques détails relatifs à ses instructions. Madame de Lamartine avait reçu le général. elle l'avait informé de ce qui se passait. elle lui avait dit que la présence et le concours d'un officier brave et renommé serait vraisemblablement d'une grande utilité en ce moment à son mari à l'Hôtel de Ville, et d'un puissant effet sur le moral des jeunes soldats. Le général avide de péril et d'occasion de signaler son ardeur venait d'arriver à l'Hôtel de Ville au moment où Lamartine y entrait lui-même accompagné du colonel Callier et de son chef de cabinet Payer, depuis représentant du peuple, toujours attiré par le danger.

M. Marrast attendait ferme et impassible l'insurrection annoncée. Lamartine l'instruisit des détails qu'on vient de lire, de l'ordre d'appeler la garde nationale aux armes, donné par le ministre de l'intérieur, de l'arrivée prochaine des quatre bataillons. le général Changarnier, Marrast et Lamartine se concertèrent pour la meilleure disposition possible de cette faible troupe: il fut convenu qu'au lieu de laisser ces bataillons, qui ne comptaient pas

quatre cents baïonnettes chacun sur la place, où ils seraient noyés dans des milliers d'assailants, on les ferait entrer dans les cours et dans les jardins intérieurs de l'hôtel protégés par les grilles. Le général, prenant la direction supérieure des forces renfermées dans les murs, fut admirable de présence d'esprit, d'élan, d'activité, de confiance. « Si vous « me répondez que nous tiendrons trois heures, je « vous réponds du réveil des bons citoyens et du « succès définitif de la journée, lui dit Lamartine.

— Je réponds de sept heures, » répondit le général Changarnier.

Marrast avait le courage calme et patient des hommes qui ont beaucoup lu et pratiqué l'histoire des révolutions. Ses amis, Buchez, Flottard, Recurt, le colonel Rey, avaient groupé dans l'hôtel ou aux alentours un bataillon de volontaires de la révolution appelé les *Lyonnais*, et un certain nombre de volontaires des quartiers voisins. Lamartine les faisait entrer successivement, les haranguait, les enflammait du feu de la passion qui l'animait lui-même pour l'intégrité de la République. Le général Changarnier les distribuait ensuite à tous les postes. Lamartine l'avait engagé à se ménager la possibilité d'une sortie faite par le derrière du palais, afin de prendre l'insurrection en queue par le quai au moment où la garde nationale l'attaquerait par le pont Saint-Michel. Les bataillons de garde mobile arri-

vèrent un à un. ils saluèrent d'acclamations Lamartine : il les avait formés. Ces enfants l'aimaient comme une figure vue et entendue les premiers jours de la révolution, comme leur créateur et leur patron depuis dans le gouvernement.

## XX.

Cependant des messages nombreux envoyés par Lamartine aux écoles, aux banlieues, aux ouvriers des carrières de Belleville, au Panthéon, allaient presser l'arrivée des bons citoyens. D'autres messages venant du Champ-de-Mars rapportaient que l'armée des insurgés défilait déjà en colonne immense sur le quai de Chaillot. On n'entendait nulle part battre le rappel. Lamartine, inquiet de l'hésitation dont il avait été témoin à l'état-major, communiqua ses inquiétudes au général Changarnier et à M. Marrast. Tous les trois convinrent de faire donner de nouveaux ordres par le maire de Paris. Ces ordres écrits par M. Marrast partirent et furent surabondamment exécutés partout. On a dit que des contre-ordres avaient été donnés après le départ de Lamartine des Tuileries, et que de là dérivait la lenteur avec laquelle ce rappel avait été battu dans différents quartiers et la nécessité des nouveaux ordres envoyés par M. Marrast de l'Hôtel de Ville. Quoi qu'il en soit, les citoyens volaient de toutes parts aux armes.

Lamartine, certain désormais que le ministre de l'intérieur lui-même avait donné cet ordre et engagé sa responsabilité dans la cause de l'unité et de l'intégrité du gouvernement, adopta politiquement pour mot d'ordre de la journée et de toutes ses harangues aux troupes, aux députations, au peuple armé qui accourait sur la place, l'unité du gouvernement. Le gouvernement déchiré en deux à onze jours des élections lui paraissait déchirer l'unité de l'élection et l'unité de la République elle-même. Il étouffa ses ressentiments et ses ombrages dans son cœur pour ne faire entendre que le cri de la concorde apparente ou réelle entre toutes les parties de l'opinion républicaine. Le brave Château-Renaud étant entré à l'Hôtel de Ville à la tête d'une colonne de volontaires armés, qui appelaient à grands cris Lamartine dans la cour pour les passer en revue, il descendit suivi de Payer et leur parla :

« Citoyens, leur dit-il, on avait annoncé aujourd'hui au gouvernement provisoire un jour  
« de danger pour la République; nous étions sûrs  
« d'avance que ce jour de danger serait un jour  
« de triomphe pour la patrie et pour l'ordre.  
« Je sais, par une expérience récente, et je puis  
« le reconnaître au visage de plusieurs d'entre vous,  
« à l'énergie à la fois intrépide et modérée qui  
« forme le fond du cœur des citoyens armés de la  
« capitale, que nous pouvions compter sur eux.